

vont que ce soit l'intelligence qui l'a
do là tous les maux que nous voyons. Le
régime constitutionnel, tel qu'il existe, est
radicalement mauvais parce qu'il ne
favorise que faiblement le développement
des intelligences supérieures élues de
Dieu, mais arrêtées dans leur essor par
les élus de l'hérédité. De là, une lutte
fratricide qui absorbe sans profit des
forces vives qui pourraient faire tant
de bien à la société. De là encore
cette opposition que l'intelligence ne
cesse de faire au pouvoir usurpé à ses
dépens.

Mais qui donc s'oppose au règne de
l'intelligence ? — Personne et tout le monde.
En théorie, on est d'accord ; mais en prati-
que, dès qu'il s'agit de faire le moindre
sacrifice, chacun se tient enfermé dans
un cercle d'affections étroites. Le culte
de la famille tout légitime qu'il soit, ne
devrait pas anéantir celui de la patrie qui
seule peut assurer les grandes et nobles
jouissances de l'intelligence.

Les premiers législateurs ou fondateurs
des sociétés, donés eux mêmes d'une in-
telligence supérieure qui faisait tout leur
titre à l'autorité, ont commis l'énorme san-
tion de décréter sans restriction la transmis-
sion héréditaire d'un pouvoir qui ne de-
vrait appartenir qu'à l'intelligence, qui
n'est pas héréditaire. Aussi l'intelligence
frustrée de ses droits ne cesse-t-elle de
remuer le monde pour les reconquérir et
toutes les mesures d'économie pour don-
ner du pain aux pauvres, n'arrêteront
point l'action morale, incessante et har-
diesse de l'intelligence qui sait que le
temps est à elle et que sa cause est celle
de Dieu.

Au lieu de chercher le remède dans la
réhabilitation de l'intelligence on s'est oc-
cupé à guérir la plaie inguérissable du pau-
périsme. Malthus a voulu la guérir par la
restreinte morale ; on s'est moqué de lui,
parce que l'autorité temporelle ne réussit
par une loi qu'à produire une effroyable
dissolution de mœurs. L'autorité
spirituelle seule le pourrait et pour cela
il lui faudrait connaître le mécanisme so-
cial, en suivre le fonctionnement, avoir
de dire son avis aux puissances temporel-
les ; mais ce serait se mêler de politi-
que et on lui en refuse le droit.

L'Angleterre paie sept ou huit millions
sterlings par année pour ses pauvres, mais
la taxe des pauvres fût-elle double, ne fe-
rait que doubler le nombre des pauvres.
La religion seule a le secret de les soula-
ger.

Louis Blanc a voulu faire de la société
un vaste atelier où chacun travaille sui-
vant ses forces et reçoit selon ses besoins.
Un fond de secours met l'ouvrier vieux ou
infirmes à l'abri du besoin, ainsi que sa fa-

mille. Pensée généreuse ! Mais qu'arri-
vera-t-il de là ? D'un côté, le travail n'é-
tant plus stimulé par la crainte de la mi-
sère, diminuera ses produits ; de l'autre,
la population croîtra rapidement et la
société ne sera plus qu'une vaste ag-
grégation de pauvres d'autant plus à
plaudre qu'il n'y aura pas un seul riche
pour les soulager. Voilà ce que conduit l'on-
bli des lois de la nature. Désignons-nous
de ces plans de réforme qui offrent en
perspective le retour du paradis terrestre
sur la terre. N'allez pas tomber dans la
fatale et trop commune erreur que le pro-
grès git dans le nouveau. Bien souvent
il consiste à rectifier d'anciennes idées.
Que l'on avise à une meilleure distribution
des richesses, à la bonne heure ; mais que
l'on ne tarisse pas la source de la ri-
chesse en étouffant l'émulation. Gar-
dons-nous de faire comme Luther, Rous-
seau et Voltaire qui ont coupé le fil de
la tradition.

Il y a une histoire intéressante à faire,
c'est celle des efforts et des transfor-
mations de l'intelligence pour conqué-
rir ou conserver son héritage naturel ;
le gouvernement du monde. Dans l'In-
de, le corps social se fonde en castes
infranchissables ; en Egypte, il s'adoucit
en obligeant chacun au métier de son
père et en se divisant en trois classes
le prêtre, le militaire et le peuple ; en
Grèce, Cécrops n'apporta de sa patrie que
l'esclavage des peuples vaincus, tous les
citoyens sont libres et souverains ; à Rome
Spartacus et les esclaves révoltés mon-
trent que l'intelligence ne se trouvait pas
à l'aise dans les républiques anciennes.
Là, l'esclave cependant n'était pas con-
damné comme aux Etats-Unis à ne ja-
mais savoir lire ni écrire ; nos voisins se
repentiront peut-être bientôt d'avoir violé
les lois divines et humaines.

Au christianisme appartenait de pro-
clamer l'égalité et la fraternité entre
les hommes. Tous sont enfants d'un
même père, qui est Dieu. Les dons
de l'intelligence sont un dépôt confié
à quelques uns pour le bonheur de
tous et dont il faudra rendre un compte
rigoureux au père de famille. L'es-
clavage aboli par degrés a fait place
au *servage*, forme radoucie en apparence,
mais plus menaçante pour le pro-
grès humanitaire, parce qu'il s'appuie
sur un prétendu droit divin.

Louis XIV disait : *L'Etat, c'est moi !* Un
siècle plus tard, la révolution cria : *Le*
Tiers-Etat, c'est tout ! Louis Blanc dit au-
jourd'hui : *Hommes du peuple, l'Etat c'est*
tous ! J'espère que quelque grande voix
pourra dire un jour : *Hommes d'intelligen-*
ce, l'Etat c'est tous !

La découverte de l'imprimerie est le pre-

mier événement de cette révolution qui
doit amener enfin le règne de l'intelli-
gence et avec lui le repos du monde.
Comme les autres autorités, ses dévot-
cières, vous ne la verrez pas vieillir et
s'affaiblir avec la dégénération des
races dominantes ou la corruption des ins-
titutions ; car elle se recrutera sans cesse
dans ce qu'il y aura de plus fort dans la so-
ciété.

Ce qui retardera davantage l'avènement
de ce gouvernement d'élite, ce n'est pas
l'opposition des préjugés et des intérêts ;
c'est plutôt l'impatience de quelques vrais
amis du progrès ; ce sont les menées cou-
pables d'une foule de faux amis ; ajou-
tez les utopistes, dupes ou fripons qui ven-
lent refondre la société tout d'une pièce.
Quant à moi, j'espère y arriver sans
renverser aucune forme de gouverne-
ment.

Pour y parvenir, je proposais un Ac-
te pour assurer le développement et l'au-
ancement de l'intelligence. Les principa-
les dispositions seraient : 1o. Instruction
primaire gratuite pour tous les enfants ;
2o. Instruction gratuite supérieure pour
les meilleurs talents ; 3o. Secours aux
enfants pauvres mais intelligents ; 4o. Obl-
igation d'obtenir des diplômes d'instruction
supérieure pour pouvoir remplir aucune
charge publique : ceux qui en seraient
munis formeraient la classe des *lettrés &c.*

M. Parent promet d'amples explications
sur ce sujet dans une autre lecture.

X. Y. Z.

LEA B U B L E.

" Forsan et hæc olim mem misse jurabit. "

QUÉBEC, 12 Février, 1852.

N. F. Belleau, écuyer, a été élu maire
de cette cité par 15 voix contre 4.

PREMIERS.

RHÉTORIQUE.

B. Paquet, en vers.
" " en amplification.
Jean Matte, en version grecque.
F.X. Bélanger, en version latine.
Jean Matte, en version grecque.

— SECONDE.

T. Chandonnet, en vers.

QUATRIÈME.

L. Catellier, P. P. L. L. R. Stewart, E.
Lindsay, W. McManus, M. Boucher, N.
Maingui et M. Letellier, en vers.

P. Paradis, en thème.

W. Mc. Manus, en version latine.

— CINQUIÈME.

T. Bédard, en français.
A. Blouin, en arithmétique.
J. B. Gagnon, " "